



from the nstu president

Public Education: Our Best Investment!

By now, most of you are aware of the campaign launched by the Joint Education Partners to seek an increase in education funding in the next provincial budget. The group includes representatives from the Nova Scotia School Board Association, the Association of Nova Scotia Educational Administrators, the Nova Scotia Federation of Home and School and the NSTU. All have joined together as a collective voice to seek much-needed funding for public education. As educators, we know we cannot continue to do with less or make do any longer; it is time for our province to properly fund education.

Ron Marks, president of the Nova Scotia School Board Association, says that "We need an increase of at least 4.5 per cent in this year's budget to maintain our services to students. Our discussions with board chairpersons and superintendents across the province indicate that anything less than that will spell disaster for our students." Without this increase, school boards across the province could be looking at:

- Massive staff cuts to both teachers and support staff, with a potential for 400 positions at risk;
- Changes to programs, including: music, physical education, the International Baccalaureate (IB) program, French immersion, special education and alternate programs for students at risk;
- Larger class sizes;
- Modified busing.

How has it come to this? Check out these facts:

- According to Statistics Canada 2005-2006 report on per pupil spending, Nova Scotia has the second lowest per student funding rate in Canada.
- Eight out of 10 Nova Scotians say that reducing class size is important or critically important.
- In Nova Scotia, student achievement is up and the dropout rate down.
- Even with a decrease in enrollment across the country the cost of education continues to increase by 4 per cent each year.
- Without the infusion of at least the status quo (no cut backs) we are looking at a \$40 million shortfall and the loss of teaching jobs and programs.

Certainly, we are aware of the current global economic crisis. We are not oblivious to this phenomenon; however, children cannot wait for the economy to recover. In his state of the province address of December 4, 2008, Premier Rodney MacDonald said the province will invest in one of the largest infrastructure programs Nova Scotia has had in an effort to build jobs and confidence from one end of the province to the other. Certainly this is good news as it will act as a catalyst to stimulate our economy in these tough times—but where does this leave public education—our best long term investment?

In my travels across this province, as I speak to teachers and Community College members, I am always impressed at how much they continue to manage without the necessary resources. Too often I have been told by members that they buy materials they may require for a student out of their own pocket or that their class sizes exceed the cap and include many students on an IPP, others on adapted/modified programs, some with behavioural issues, while others require medical attention throughout the day. A properly funded public education system would adequately support individual students who require additional personnel to accommodate their individual needs. More positions in guidance, learning centres, resource and ESL are needed to support the individual teacher and student in the classroom. This will require additional funding and if we truly believe as a society that public education is our best investment, then we need to fund it properly. After all, teachers' working conditions are students' learning conditions.

We need your support, as do students in Nova Scotia, to ensure that education is not left out once again in the next budget. Find out more at the newly created website investineducation.ca. Contact your MLA to lobby for additional dollars for education in this upcoming budget and let them know how important public education is to the future success of our province.

L'enseignement public. Notre meilleur investissement!

La plupart d'entre vous sont à présent au courant de la campagne lancée par les partenaires conjoints de l'éducation pour demander une augmentation du financement de l'éducation dans le prochain budget provincial. Ce groupe comprend des représentants de l'Association des conseils scolaires de la Nouvelle-Écosse, de l'Association des administrateurs scolaires de la Nouvelle-Écosse, de la Fédération néo-écossaise des associations foyer-école et du NSTU. Ces organisations se sont rassemblées pour associer leur voix afin de demander le financement adéquat dont a tant besoin l'enseignement public. Nous, les éducateurs, savons que nous ne pouvons pas continuer plus longtemps à travailler dans ces conditions difficiles, il est grand temps que notre province finance convenablement l'éducation.

Ron Marks, président de l'Association des conseils scolaires de la Nouvelle-Écosse, a déclaré : « Nous avons besoin d'une augmentation d'au moins 4,5 % au budget de cette année pour maintenir les services que nous offrons aux élèves. Nos conversations avec les présidents et les directeurs généraux des conseils scolaires de la province indiquent que, si nous obtenons moins que cela, ce sera une catastrophe pour nos élèves. » Sans cette augmentation, les conseils scolaires seront confrontés à:

- Des coupures massives de personnel, touchant à la fois le personnel enseignant et le personnel de soutien; 400 postes pourraient être menacés.
- Des restrictions de programmes, y compris la musique, l'éducation physique, le baccalauréat international, l'immersion en français, l'éducation spécialisée et les programmes alternatifs pour les élèves à risque.
- Une augmentation de la taille des classes
- Des modifications du ramassage scolaire.

Comment en sommes-nous arrivés à cela? Considérez ces faits :

- Selon le rapport 2005-2006 de Statistique Canada sur les dépenses par élève, la Nouvelle-Écosse est à l'avant-dernier rang des provinces canadiennes pour ce qui est du taux de financement par élève.
- Huit Néo-Écossais sur dix pensent que la réduction de la taille des classes est importante ou extrêmement importante.
- En Nouvelle-Écosse, les résultats des élèves sont en hausse et le taux de décrochage scolaire est en baisse.
- Malgré le déclin des effectifs scolaires partout au pays, le coût de l'éducation continue à augmenter de 4 % par an.
- Si le statu quo en matière de financement est maintenu, c'est-à-dire s'il n'y a pas de réduction du financement, nous sommes confrontés à une pénurie de 40 millions de \$ et à la perte d'emplois et de programmes d'enseignement.

Nous sommes bien entendu au courant de l'imminence d'une récession économique mondiale. Nous sommes conscients de ce phénomène; toutefois, les enfants ne peuvent pas attendre que l'économie se redresse. Dans son discours sur l'état de la province du 4 décembre 2008, le premier ministre Rodney MacDonald a annoncé que la province allait investir dans l'un des plus grands programmes d'infrastructure qu'avait jamais connu la Nouvelle-Écosse, dans le but de créer des emplois et de renforcer la confiance d'un bout à l'autre de la province. Il s'agit évidemment d'une bonne nouvelle car cela va servir de catalyseur et permettra de stimuler notre économie dans ces temps difficiles. Mais que restera-t-il pour l'enseignement public, notre meilleur investissement à long terme?

Lors de mes déplacements dans la province, lorsque je parle aux enseignants et aux membres du Collège communautaire, je suis toujours impressionnée par ce qu'ils parviennent à accomplir sans les ressources nécessaires. Trop souvent, des membres m'ont dit qu'ils payaient de leur propre poche du matériel dont avaient besoin leurs élèves. D'autres m'ont dit que la taille de leur classe dépassait le plafond fixé, bien que la classe comprenait de nombreux élèves suivant un PIP, des élèves suivant des programmes adaptés ou modifiés, des élèves présentant des problèmes de comportement et d'autres qui nécessitaient une attention médicale tout au long de la journée. Un système éducatif convenablement financé devrait soutenir de manière appropriée les élèves qui ont besoin de personnel spécialisé pour répondre à leurs besoins individuels. Nous avons besoin de davantage de personnel dans les domaines de l'orientation, des centres pédagogiques, de l'enseignement ressource et de l'ASL pour soutenir l'enseignant et les élèves dans la classe. Cela exigera un financement supplémentaire et, si notre société est vraiment convaincue que l'enseignement est notre meilleur investissement, nous devons par conséquent le financer convenablement. Car, en fin de compte, les conditions de travail des enseignants sont aussi les conditions d'apprentissage des élèves.

Nous avons besoin de votre soutien, tout comme les élèves néo-écossais, pour assurer que l'enseignement n'est pas une fois de plus laissé pour compte dans le prochain budget. Renseignez-vous sur le site Web récemment créé : investineducation.ca, et faites pression sur votre député provincial en vue d'obtenir des dollars supplémentaires pour l'éducation dans le prochain budget et de souligner l'importance que vous accordez à l'enseignement public.